

Brochure n° 3310

Convention collective nationale
IDCC : 2306. – LES MÉTIERS DU VERRE

ACCORD DU 17 MAI 2011
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX ET AUX PRIMES

NOR : ASET1150949M
IDCC : 2306

Entre :

L'union des chambres syndicales des métiers du verre,

D'une part, et

La fédération nationale des travailleurs du verre et de la céramique CGT ;

La fédération chimie-énergie CFDT ;

La fédération CMTE-CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Salaires minimaux garantis mensuels

A compter du 1^{er} mai 2011, le salaire minimum garanti mensuel, pour 151,67 heures, est porté à :

- point A : 1 366 € au coefficient 125 ;
- point B : 1 438 € au coefficient 190 ;
- point C : 1 889,35 € au coefficient 295 ;
- point D : 5 276 € au coefficient 660.

Entre le K 125 et le K 135, un écart fixe de 4 € est fixé puis le système de pente s'applique.

Le K 190 est fixé à 1 438 € mais ne rentre pas en compte dans le calcul des valeurs suivantes.

La valeur de point complémentaire sera donc de :

- sur la première pente : K 190-K 135 : AB 1,1420 ;
- sur la deuxième pente : K 295-K 190 : BC 4,3700 ;
- sur la troisième pente : K 660-K 295 : CD 9,2000.

Cela donne les valeurs ci-après :

(En euros.)

COEFFICIENT	SMG MENSUEL	RMAG	
100	1 365,00	16 707,60	Aucun salarié
105	1 365,00	16 707,60	Non spécialisés – 3 mois
115	1 365,00	16 707,60	Non spécialisés – 6 mois
125	1 366,00	16 719,84	Salariés spécialisés
135	1 370,00	16 768,80	
145	1 381,42	16 908,58	
155	1 392,84	17 048,36	Salariés qualifiés
165	1 404,26	17 188,14	
175	1 415,68	17 327,92	Salariés hautement qualifiés
190	1 438,00	17 601,12	
205	1 496,05	18 311,65	
215	1 539,75	18 846,54	
230	1 605,30	19 648,87	Maître-ouvriers
250	1 692,70	20 718,65	Agents de maîtrise
265	1 758,25	21 520,98	Techniciens
295	1 889,35	23 125,64	
315	2 073,35	25 377,80	Techniciens supérieurs
330	2 211,35	27 066,92	
345	2 349,35	28 756,04	Cadres débutants
380	2 740,00	34 195,20	Cadres confirmés
440	3 252,00	40 584,96	
550	4 264,00	53 214,72	
660	5 276,00	65 844,48	Cadres dirigeants

Article 2

Prime d'ancienneté

La base de calcul de la prime d'ancienneté annuelle des salariés est revalorisée de 3 %.

A partir de la date de conclusion du présent avenant, le calcul du premier niveau se fait à partir du montant de 2 649 €.

(En euros.)

COEFFICIENT	3 ANS	6 ANS	9 ANS	12 ANS	15 ANS	18 ANS
125 à 175	79	159	238	318	397	477
190 à 295	159	318	477	636	795	954
315 à 345	238	477	715	954	1 192	1 430

Article 3

Prime de panier

La valeur de la prime de panier est fixée à 1,5 fois le minimum garanti légal, soit 5,04 €.

Article 4

Prévoyance collective complémentaire

Les signataires s'engagent à négocier sur la mise en place d'une prévoyance capital décès-rente éducation sur la base d'un plancher de prestations avec participation de l'employeur. Les signataires s'engagent à aborder les autres systèmes de couverture dans les années à venir.

Article 5

Sécurisation

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il ne peut être dérogé, dans un sens défavorable au salarié, à l'une des présentes dispositions.

Le présent accord entrera en vigueur à partir du 1^{er} mai 2011 pour les entreprises adhérentes à l'union des métiers du verre.

Néanmoins, les présentes dispositions seront applicables à compter de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté portant son extension, pour les entreprises non adhérentes à l'union des métiers du verre.

Le présent accord pourra être dénoncé conformément aux dispositions légales. Un préavis de 3 mois devra être respecté. La dénonciation sera notifiée par son auteur aux autres parties signataires et donnera lieu à dépôt conformément à l'article L. 2231 du code du travail. A défaut de la conclusion d'un nouvel accord collectif, les dispositions du présent texte resteront applicables pendant une durée de 12 mois à compter de la fin du préavis.

Article 6

Dépôt

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires à la direction générale du travail, au service des relations et conditions de travail, conformément aux dispositions des articles L. 2231-5 et D. 2231-2 du nouveau code du travail.

Un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Un exemplaire sera remis aux organisations syndicales concernées.

Fait à Paris, le 17 mai 2011.

(Suivent les signatures.)